

Burundi : le corps de l'ancien président Pierre Buyoya inhumé dans son pays natal

Arrib News, 16/07/2024 – Source AFP L'ancien président burundais Pierre Buyoya, mort en France en décembre 2020, pendant l'épidémie de Covid, avait été inhumé au Mali. Sa dépouille a été rapatriée ce 16 juillet dans son pays natal. L'ancien chef de l'Etat, décédé à 71 ans du Covid-19, n'avait pu être inhumé au Burundi en raison d'une condamnation par contumace à la perpétuité. Il avait donc été enterré au Mali pays où il résidait en tant que Haut représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel.

La dépouille est arrivée à Bujumbura ce 16 juillet, a affirmé l'AFP un proche de la famille, qui a requis l'anonymat. Il n'y avait pas d'officiels (à l'aéroport) car il s'agit d'une opération organisée par la famille. Mais les autorités burundaises ont pris toutes les mesures administratives et de sécurité, a-t-il poursuivi. L'ancien chef de l'Etat doit être inhumé le 17 juillet dans la plus stricte intimité familiale sur leur propriété familiale à Rutovu, dans le sud du pays. Pierre Buyoya avait été condamné en octobre 2020 par contumace au Burundi, avec une vingtaine d'anciens hauts responsables civils et militaires qui lui étaient proches, pour l'assassinat en 1993 de Melchior Ndadaye, premier président démocratiquement élu - trois mois auparavant - du Burundi et premier Hutu à accéder au pouvoir. Buyoya avait dénoncé "un procès politique mené de manière scandaleuse" et orchestré selon lui par le pouvoir en place. Militaire de carrière, Buyoya, un Tutsi, a présidé deux fois le Burundi (1987-1993 et 1996-2003), accédant à chaque fois au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire. Son premier mandat a été marqué par l'ouverture de l'espace démocratique au Burundi qui a débouché sur l'élection de M. Ndadaye, dont l'assassinat allait plonger le pays dans une guerre civile qui fera 300.000 morts, opposant l'armée dominée par la minorité tutsi à des groupes rebelles hutu. Durant son second mandat, Pierre Buyoya a signé en 2000 les accords d'Arusha ouvrant la voie à la fin de la guerre civile en 2003, date à laquelle il a quitté le pouvoir conformément à ces accords.

Le Burundi est dirigé depuis 2005 par le CNDD-FDD, parti issu de l'ancienne principale rébellion hutu, accusé de réprimer toute voix dissidente depuis une nouvelle crise politique dans laquelle le pays a plongé en 2015. Le président Evariste Ndayishimiye a succédé en juin 2020 à Pierre Nkurunziza, après avoir dirigé d'une main de fer le Burundi durant 15 ans. Si la communauté internationale a salué une certaine ouverture du pays depuis son arrivée au pouvoir, une commission d'enquête de l'ONU affirmait en septembre 2021 que la situation des droits humains restait "désastreuse" au Burundi.